

**Signes**  
N°1 des Temps

# Communautarisme: l'accusation à géométrie variable

Publication de BePax  
Paraît 5 fois par an

JANVIER-FÉVRIER 2020

# Sommaire

## Comité de rédaction

Benjamin Peltier,  
Edgar Szoc,  
Laetitia Werquin,  
Simon Lechat,  
Jihad Guenaou,  
Yannicke de Stexhe,  
Aïchatou Ouattara,  
Eva Maria Jimenez,  
Charlotte Casier.

## Rédaction-Administration

ASBL BePax  
Chaussée Saint-Pierre, 208  
1040 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 896 95 00  
E-mail : [info@bepax.org](mailto:info@bepax.org)  
[facebook.com/bepaxasbl](https://facebook.com/bepaxasbl)  
[www.bepax.org](http://www.bepax.org)

Compte bancaire :  
BE 28-7995-5017-6120

Mise en page  
[www.acg-bxl.be](http://www.acg-bxl.be)

## EDITO

3

## DOSSIER

### Communautarisme : un terme à bannir ?

Benjamin Peltier

4

### Sortir de la lecture "communautarisante" et remettre la question de la Justice au centre

Eva Maria Jimenez

6

### La non-mixité, un outil précieux pour les mouvements féministes

Charlotte Casier

10

## ACTUALITÉ

### PopulismeS, peurS et rejetS

Yannicke de Stexhe

12

# Edito

## “Communautarisme” le qualificatif infamant

**L**a lutte antiraciste contemporaine s’ancre, en opposition avec les années 80-90, non plus dans un antiracisme moral mais dans la dénonciation d’un racisme d’origine structurelle, qui dépasse l’intention des acteurs individuels et qui s’ancre dans la demande de droits égaux pour tous de la part des concerné-e-s. Ceci n’est en soi pas un argumentaire nouveau : aux USA, des personnes comme Malcom X, Martin Luther King et James Baldwin ne disaient déjà pas autre chose il y a cinquante ans, mais il fallut le temps avant que leur argumentaire s’enracine correctement et traverse l’atlantique. Et surtout il a fallu que des militant-e-s et intellectuel-le-s, racisé-e-s le répètent inlassablement. Cette nouvelle approche, basée d’abord sur l’écoute des concerné-e-s, ne plaît pas à tout le monde. Accepter de perdre ses privilèges est un processus douloureux auquel certains refusent de céder. Un moyen de défense efficace est de semer le doute sur la légitimité de la nouvelle méthode. Ainsi, des personnes issues d’une minorité discriminée qui se rassemblent pour défendre leurs droits deviennent des personnes coupables de “communautarisme” rompant avec l’idéal de l’“universalisme”. Il y a là derrière une réelle difficulté à accepter la différence : je ne suis à l’aise que dans un monde qui me ressemble et pour justifier cela, je fais de ce monde le monde aux caractéristiques “universelles”. En opposition le monde des autres se définit par des caractéristiques “communautaristes”.

Face à ces accusations nous ne sommes pas tous égaux. Les musulman-e-s sont touché-e-s de plein fouet par cette focalisation “communautaire” qui va venir se poser sur eux dans toutes les démarches associatives ou institutionnelles entamées par des membres de cette communauté. C’est pourquoi dans ce numéro, après un premier article d’introduction rédigé par moi-même, une approche de la problématique sera proposée par Eva-Maria Jimenez du collectif Kahina. Suivra ensuite un texte dans lequel Charlotte Casier du “Collectif 8 mars” parlera du rôle et de l’importance de l’existence de groupes en non-mixité pour le mouvement féministe. En effet cette pratique au sein des luttes féministes, bien qu’encore critiquée par certain-e-s, est parvenue à s’imposer. Il n’y a dès lors pas de raison que la même logique ne puisse s’appliquer à des groupes racisés.

Enfin hors dossier, Yannicke de Stexhe abordera dans son article la question de la montée des populismes de droite : alors que Boris Jonhsson vint d’être élu 1<sup>er</sup> ministre en Grande-Bretagne comment expliquer la montée de ce mouvement de fond partout sur la planète ? En effet, ces courants politiques se couplent quasi toujours avec un racisme décomplexé qui fait craindre le pire pour le futur.



Benjamin Peltier

# Dossier

## Communautarisme : un terme à bannir ?

**Communautarisme, ce propos disqualifiant est de plus en plus utilisé dans le champ politique francophone au point d'en devenir un des concepts structurants. En France, des personnalités politiques de premier plan cherchent maintenant à interdire les "candidats communautaristes" aux élections ou même les "listes communautaristes" <sup>1</sup>. Ce terme, perçu comme important dans notre sphère politique, est en fait une spécificité francophone. En Flandre, il n'existe pas de terme équivalent. Bart De Wever, jamais opposé à l'utilisation de nouveaux concepts stigmatisants, a d'ailleurs repris le mot, mais celui-ci n'existant pas en néerlandais, utilise le mot français.**



### Origine, ancrage

Stéphane Dufoix dans un article intitulé "communautarisme: une formule diabolique" revient sur l'histoire de ce néologisme. Il n'est pour ainsi dire, du moins dans son acception actuelle, jamais utilisé avant les années 90. Et s'il commence à l'être à partir de cette période, c'est souvent pour affirmer le modèle "universaliste" français contre le modèle "multiculturaliste" américain. Un peu comme si la France se réveillait

et découvrait qu'elle abritait en son sein des minorités ethnoculturelles mais refusait de l'accepter.

Comme si elle ne voulait pas que la France devienne comme les USA, une société où la diversité est apparente. Ainsi un numéro entier de la revue Esprit paraissait en 1995 avec comme titre "le spectre du multiculturalisme américain", revue où le nouveau terme de "communautarisme" était utilisé à plusieurs reprises. Dufoix, explique qu'il y a aussi

un contexte historique qui alimente cette peur: les années 80 ont été marquées par le conflit au Liban (libanisation) puis les années 90 le sont par les conflits en ex-Yougoslavie (balkanisation), ce qui provoque une réaction de rejet de la part de certains en France envers toute logique communautaire. A la place se développe progressivement au sein du personnel politique français un discours sur l'importance de "l'unité républicaine", ce que Dufoix appellera un "républicanisme". C'est plus une anecdote qu'autre chose, mais c'est aussi à ce moment que les Communautés Européennes sont rebaptisées Union Européenne, avec cette idée d'insister sur ce qui rassemble plutôt que sur les identités de chacun. Enfin, le troisième phénomène qui fera définitivement exploser l'utilisation du terme "communautarisme" c'est "la représentation de l'Islam comme une religion dangereuse". Cela commencera dès les années 80, s'accroîtra avec la lecture (qui est celle donnée par le régime algérien) des événements politiques en Algérie au début des années 90, et le phénomène connaîtra son développement le plus important à partir de 2001 et du début de la "guerre contre le terrorisme".

### Réalité de l'entre soi

Ce terme de "communautarisme" a-t-il donc une utilité, une pertinence pour décrire le réel ? Comme beaucoup de termes, "communautarisme" se décrit en creux d'autre chose: si une

logique communautariste existe cela ne peut être que vis-à-vis d'une attitude qui serait différente, dans le cas de la France: l' "universalisme républicain". Si le terme d'universalisme peut se défendre dans de nombreuses situations, comme celle de l'universalité des droits, dans cette configuration-ci il semble que l' "universalisme" ne soit que le "communautarisme" des dominants. Dans une récente étude pour Bepax sur la blanchité, Nicolas Rousseau a interrogé un panel de personnes blanches sur différents sujets. Il leur demandait notamment à quel public s'adressait le film "Black Panther", film au casting exclusivement composé d'actrices et d'acteurs noir-e-s, puis leur posait plus tard la même question au sujet de Titanic, film au casting cette fois totalement blanc. Si, d'après les répondants, le public cible du premier film était clairement les afrodescendant-e-s, le second avait lui une portée universelle et se destinait à tous. Cet exemple, de notre aveuglement en tant que blanc-he à percevoir notre propre identité, s'applique de la même manière à la question du communautarisme. Louis-Georges Tin, président du CRAN (Conseil représentatif des associations noires de France) expliqua ce phénomène de manière assez fine lors d'un colloque en 2005 dont l'essentiel peut se résumer dans cet extrait: "le communautariste, finalement, c'est toujours l'autre". Et évidemment à ce jeu-là, c'est le groupe dominant qui gagne et impose ses propres caractéristiques comme normes. Ainsi les minorités sont renvoyées à des pratiques "communautaires" là où les pratiques de la majorité sont des pratiques universalistes.

Mais prenons au sérieux une seconde l'accusation de "communautarisme": il est indéniable que l'entre soi communautaire, sans se "frotter" avec la différence, peut avoir un impact négatif, notamment en termes d'apprentissage de la tolérance et du respect. C'est ce qu'a fait Patrick Simon dans un article intitulé "le tigre de papier communautaire". Il a fait une vaste enquête quantitative auprès de la population française pour évaluer son degré de fréquentation avec des personnes

issues d'autres communautés que la leur. Les résultats qui en ressortent sont très nets. La population majoritaire (blanche) est celle qui a, et de très loin, le moins de fréquentations "diversifiées": 14 % au sein de ce groupe disent avoir des amis d'origines diverses. En comparaison ce chiffre est de 55 % chez les descendant-e-s de migrants algériens, ou encore de 64 % chez les afrodescendant-e-s. Les chiffres sont donc implacables: s'il y a du communautarisme dans les fréquentations sociales, il n'est pas là où l'on pense.

### Impact politique

Si tout ceci n'en restait qu'au niveau de concept on pourrait éventuellement en faire fi. Toutefois, c'est loin d'être le cas. Comme je l'écrivais en introduction de cet article, l'accusation de "communautarisme" est devenue un instrument très puissant de disqualification dans nos sociétés. Elle est particulièrement efficace quand elle est utilisée dans un contexte qui épouse l'imaginaire qui l'accompagne: à savoir contre les minorités raciales et religieuses. Son rôle dans la perpétuation d'un racisme structurel est central. C'est au nom de la lutte contre le communautarisme qu'on en vient à rendre "légitimes" des discriminations massives. Que ce soit en matières de liberté d'organisation, de liberté d'expression, de financement,... l'accusation de "communautarisme" vient amoindrir voire supprimer ces droits et possibilités. Ce processus s'est particulièrement accentué à la faveur des nombreuses mesures de "lutte contre le terrorisme" qui ont été prises ces dernières années. Le "communautarisme" des musulmans est rapidement devenu quasi synonyme de radicalisation. Non seulement le financement de l'associatif musulman, déjà compliqué, est devenu quasi impossible mais en plus de nombreuses associations ont été dissoutes par le pouvoir public notamment dans le cadre du plan canal. Par ailleurs, la perception des musulmans de Belgique comme citoyens de seconde zone a visiblement été actée par une majorité

de notre personnel politique. Quand deux élus écolos ont fait un tract électoral à destination de l'électorat musulman pendant la campagne cela a fait un tollé. C'est pourtant le propre d'une campagne électorale que de cibler des messages pour des publics spécifiques. En tant que cyclistes j'avais reçu un prospectus d'un parti sur ses projets en termes de politique cyclable, ce qui me semble plutôt bienvenu et ne suscite évidemment aucun tollé. De la même manière, cinq jours après l'histoire du tract avait lieu la Pride 2019 à Bruxelles avec forte présence des partis et mise en avant par ceux-ci des points spécifiques de leur programme sur les questions LGBT+. On voit donc que l'accusation de communautarisme est à géométrie variable et s'applique surtout à certains publics spécifiques et pas/plus aux autres. Pendant la même campagne, un tract d'Emir Kir en Turc avait fait notamment scandale pour la langue utilisée, alors que les tracts en anglais massivement distribués par les différents partis dans le quartier européen n'avaient suscité aucune réaction.

### Conclusion

Je ne pense pas qu'il y ait dès lors de bon emploi de l'expression "communautarisme". Ce terme est devenu une arme (de plus) permettant de perpétuer et approfondir les discriminations à l'égard de groupes qui en subissent déjà massivement. C'est un outil de domination et ceux qui en revendiquent l'utilisation porte une responsabilité dans le racisme qui structure nos sociétés, et particulièrement l'islamophobie dans le cas qui nous occupe. Et si on arrêta d'utiliser ce terme et que l'on commençait au contraire à le dénoncer ?



**Benjamin Peltier**  
Bepax

# Sortir de la lecture “communautarisante” et remettre la question de la Justice au centre

Depuis la fin des années 80, l'accusation de communautarisme est devenue, dans le monde francophone, le prétexte ultime pour délégitimer un groupe stigmatisé par ailleurs. Aujourd'hui, elle est souvent soutenue vis-à-vis d'un groupe bien déterminé dans un objectif de protection d'une laïcité dévoyée, garante d'une identité nationale. Les deux mots ont connu le revers d'une péjoration du sens qui leur était donné depuis longtemps<sup>1</sup>.

**E**n tant que syndicaliste féministe laïque musulmane, il me semblait important de revenir sur la conjoncture et ses urgences réelles. La crise organique<sup>2</sup> dont on peut discuter les ressorts fait état d'une démocratie à deux vitesses : la désorganisation sociale fait rage comme le démontre la polarisation des gilets jaunes, eux-mêmes constitués contre ce qu'ils considèrent comme l'establishment politique, voire même syndical. En effet, les débats internes font rage entre celles et ceux qui relèvent la menace migratoire et communautariste comme imminente et les autres, attachés comme nous à une justice sociale pour toutes et tous. Il s'agit d'en prendre acte pour pouvoir développer un horizon commun loin d'une vision manichéenne de la société où chacun-e doit choisir son camp.

## Une démocratie à deux vitesses en termes de justice et d'égalité

Le système démocratique actuel a été défini autour de garanties d'égalité et de justice qui ont suivi les deux guerres mondiales, faisant la part belle aux organisations syndicales prônant la négociation collective et par là-même la solidarité.

Or, les rapports du centre UNIA ou du CCIB et le dernier rapport Eurostat objectivent une série de discriminations dans la société : la Belgique est le pays qui discrimine le plus à l'embauche au niveau européen<sup>3</sup>.

Les groupes sociaux sont mis en concurrence, divisés par un racisme structurant et structurel qui trace une ligne de fracture dans la société.

Par ailleurs, le prétexte “universaliste” est souvent brandi par certaines féministes et leurs soutiens, à gauche comme à droite, pour que les questions identitaires ne viennent pas supplanter les préoccupations sociales. Or, l'aliénation des femmes musulmanes *visibles* (portant un signe d'appartenance religieuse) et des personnes migrantes, se situe au croisement des politiques sociales, d'emploi et d'enseignement belges, en lien avec les politiques européennes et internationales, empreintes d'une vision orientaliste<sup>4</sup> qui a favorisé la colonisation.

Dans ce contexte, il est essentiel de croiser plusieurs perspectives pour analyser les discriminations institutionnelles subies par les femmes, a fortiori lorsqu'elles cumulent malgré elles plusieurs facteurs de discrimination, à l'instar d'une femme afro-descendante noire queer musulmane, en situation de handicap, par exemple. Les Droits Humains, notre Constitution, la Convention d'Istanbul, les dispositifs européen et international du gender mainstreaming (1995) et tant d'autres principes ont beau exister, ces femmes éprouvent chaque jour le carcan d'une oppression multidimensionnelle.

Le phénomène auquel elles font face est socialement imbriqué<sup>5</sup> : même “l'intersectionnalité implicite” introduit la prémisse qu'aucune catégorie sociale n'existe en isolement et que

la sociogenèse de chacune est liée de façon variable, imprévisible et parfois contradictoire aux autres catégories du pouvoir structurant les relations sociales<sup>6</sup>.

## Le communautarisme comme argument d'illégitimité

A cela s'ajoutent de nouveaux outils sémantiques, éprouvant les personnes racisées à l'aune de l'hégémonie culturelle<sup>7</sup> et du racisme institutionnel. Le dévoiement des termes communautarisme et laïcité en témoignent. Il s'agit donc d'interroger nos épistémologies et non des valeurs morales susceptibles de produire des théories raciales refusant le mot race comme signe extérieur du phénomène d'exclusion alors même qu'il existe bel et bien des races politiques. Le racisme use ainsi d'une nouvelle sémantique pour aliéner les individus d'une communauté quelconque au principe de soumission qui la régirait nécessairement, selon l'avis de Pierre-André Taguieff<sup>8</sup>.

Ainsi, la question de la laïcité versus la question du voile dans les écoles et les administrations étaient au centre des accusations de communautarisme liées au tract d'invitation à une soirée-débat sur la place du culte à Bruxelles par des représentants écologistes de St Josse en période électorale.

Or, le contexte politique est particulièrement hostile à l'islam; il s'exprime à travers le voile des femmes parce



L'étiquette  
"communautariste"  
constitue ainsi un  
ensemble de préjugés  
qui visent à délégitimer  
la lutte pour l'égalité  
de droit

&gt;&gt;

qu'il propage le récit de "sauvetage" des migrantes et Musulmanes d'une culture arriérée, pour "l'égalité des sexes", pilier de la Nation<sup>9</sup>. C'est ainsi que Sarah R. Farris identifie l'idéologie néolibérale comme constitutive du racisme, a fortiori sexué (sur des femmes), d'autant plus que les théories économiques qui le favorisent reposent sur des présupposés masculins.

Dans la foulée des déclarations qui ont suivi la polémique, Nicolas Bossut, directeur de Bepax analysait la situation sans complaisance sur les réseaux sociaux : "nous sommes donc ici face une obsession politique spécifiquement francophone, celle de l'universalisme et de la peur de voir émerger des voix divergentes, des voix minoritaires, perçues comme des bulles d'arriération et de barbarie dans la société". De même, Jean-Baptiste Dayez, militant écologiste, déclarait que le prétexte de l'universalisme étouffait en réalité les minorités et leurs spécificités :

"personne ne peut se sentir accueilli par une société qui ne garde que la part communément acceptable (d'un point de vue ethnocentré) de lui" ou d'elle.

- 1 - Stéphane Dufoix, *Nommer l'autre. L'émergence du terme communautarisme dans le débat français*, Socio, 2016, n° 7, pp 163-186, <https://journals.openedition.org/socio/2524>
- 2 - Lire à ce sujet <https://www.contretemps.eu/gilets-jaunes-urgence-acte-kouvelakis/> mis en ligne le 21/01/19, mettant en lumière les données d'une enquête sociologique coordonnée par Yann Le Lann
- 3 - M. Paquay, [https://www.rtb.be/info/economie/detail\\_La-belgique-pire-eleve-europeen-de-l-integration-des-immigres-sur-son-marche-du-travail?id=10233678](https://www.rtb.be/info/economie/detail_La-belgique-pire-eleve-europeen-de-l-integration-des-immigres-sur-son-marche-du-travail?id=10233678), 29/05/19
- 4 - Lire à ce sujet Sarah R. Farris, *In the Name of women's rights : the rise of femonationalism*, Duke University Press, 2017
- 5 - Au sens de l'imbrication des rapports sociaux
- 6 - GALLOT F., *Enjeux et défis de l'intersectionnalité*, Entretien avec Sirma Bilge, in *Contretemps*, <http://www.contretemps.eu/fr/interventions/enjeux-d%C3%A9fis-lintersectionnalit%C3%A9-entretien-sirmabilge>, écrit le 30/04/12
- 7 - Concept développé par Antonio Gramsci dans les années 30 pour illustrer l'empreinte de la classe dirigeante dans les représentations des travailleurs. ses les amenant même à adopter la vision dominante
- 8 - Cahier du CEVIPOF n° 43, *Autour du Communautarisme*, 09/2005
- 9 - Sarah R. Farris, *Ibid.*

Le 29/10/19, en France, le Sénat votait l'interdiction de signes religieux pour les parents accompagnant les sorties scolaires. Le lendemain FR 24 titrait l'article en la matière comme suit : le Sénat vote l'interdiction du port du voile en sortie scolaire<sup>10</sup>. En effet, ce vote intervient dans un contexte particulièrement sensible : d'une part, le Rassemblement National a fait sortir une femme en foulard d'un Conseil auquel une classe rendait visite pour mieux comprendre la "démocratie en actes", d'autre part, un attentat venait d'être commis par un sympathisant du FN à l'encontre de fidèles d'une mosquée. Le même jour, l'édito de l'OBS décryptait la situation comme "le réveil de la vieille intolérance au nom d'une laïcité" qui serait adossée aux "racines chrétiennes de la France", "l'islam et ses coutumes considérées comme rétrogrades", accusés de dissoudre la "communauté nationale"<sup>11</sup>. Choc des cultures au travers du choc des communautés, en somme. Il en est de même pour la communauté des Roms dont il faut légitimer la marginalisation.

Selon Marwan Mohammed, sociologue au CNRS (Centre M. Halbwachs), "le terme communautarisme renvoie à des mobilisations de groupes minoritaires, jugées illégitimes", qui réclameraient des droits spécifiques<sup>12</sup>. Contrairement à l'usage anglo-saxon à travers le terme *communitarianism*, qui met en valeur une forme d'implication dans sa communauté, le terme francophone, à travers des accusations d'entre-soi, disqualifie les groupes minoritaires incriminés par les pré-

supposés qui les sous-tendent. Pourtant les quartiers les plus homogènes socialement sont les "ghettos de riches", le groupe dominant étant expert dans la manière de mettre à l'écart les groupes qu'il considère comme subalternes, notamment au travers de la gentrification. Les personnes les plus précarisées, le plus souvent racisées, n'ont pas le choix et subissent les "politiques du logement social"<sup>13</sup>.

L'étiquette "communautariste" constitue ainsi un ensemble de préjugés qui visent à délégitimer la lutte pour l'égalité de droit et de traitement des groupes minorisés, niés dans leur citoyenneté.

En particulier celle des femmes dont la visibilité est encore plus "sélective" dans le sens où elles sont soit vues de manière misérabiliste et partielle, comme victimes dépendantes nécessitant leur sauvetage de la domination masculine nécessairement islamique, soit de manière partielle, comme victimes culturelles propres à être exhibées, et non en tant que protagonistes-sujettes d'un projet de société. Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre à l'heure de considérer la légitimité des revendications de migrants avec et sans papiers.

Par ailleurs, alors que les Musulman-e-s sont aujourd'hui les premier-e-s à être taxés de communautaristes, M. Mohammed relève que la "communauté musulmane est marquée par une forte fragmentation et façonnée par les discours stigmatisants". Il faudrait dès lors parler de communautés musulmanes, au pluriel, et non réduire ce groupe hétérogène à une essence particulière.

Selon lui, plutôt que d'"opposer communautés et société", il serait judicieux de reconnaître les différentes communautés qui composent une société sur le même pied d'égalité.

## Deux travers fondamentaux

*"C'est le triomphe définitif d'un système de domination quand les dominés se mettent à chanter ses vertus."*<sup>14</sup>

Deux des fléaux du racisme aujourd'hui sont le racisme intériorisé (des personnes racisées elles-mêmes) et le racisme paradoxal (des supposés soutiens à la lutte contre le racisme), tous deux vecteurs ultimes de l'hégémonie culturelle.

La conjoncture permet de dégauger ces deux freins majeurs à l'auto-émancipation des femmes musulmanes visibles dans leur chemin vers la reconnaissance, la dignité, l'égalité de droit. D'une part, le racisme intériorisé, source de délégitimation de ces femmes en recherche d'autonomie, d'autre part, le racisme paradoxal émanant d'organisations a priori de gauche et visant l'intérêt général ou antiracistes.

De nombreuses personnalités supposément arabo-musulmanes sont ainsi montrées en exemple parce qu'elles "s'intègrent" en critiquant l'islam comme religion et l'islam comme civilisation. Le racisme intégré des personnes d'origine, de religion ou de culture musulmanes ou apparentées est une plus-value de leur légitimité.

Par ailleurs, le racisme paradoxal est celui qui gangrène les organisations censées lutter contre les injustices et les inégalités vécues par certaines franges de la population, en ce compris les femmes musulmanes visibles, et notamment suivant le prétexte de ne pas dériver vers le communautarisme. Or, la différence religieuse comme marqueur raciste est souvent éludée dans certaines organisations antiracistes et féministes mainstream. Pourtant, comme le rappelle Ramón Grosfoguel, l'exemple de la colonisation britannique en Irlande révèle une mécanique raciste similaire à l'expérience vécue par les Musulman-e-s aujourd'hui : "dans l'histoire coloniale irlandaise, les Britanniques ont construit leur supériorité raciale sur les Irlandais, non pas à travers des marqueurs de couleur mais à travers la différence religieuse. Ce qui apparaissait comme un conflit religieux entre protestants et catholiques était en réalité un

*"C'est le triomphe définitif d'un système de domination quand les dominés se mettent à chanter ses vertus."*

Ngugi Wa Thiong'o



conflit racial de type colonial. Dans l'islamophobie contemporaine en Europe ou aux États-Unis, l'identité religieuse musulmane constitue le marqueur privilégié de la supériorité/infériorité par rapport à la ligne de l'humain<sup>15</sup>.

En France, depuis 2004 (toujours avec un effet de contagion dans le débat belge), on légitime cette forme de racisme, et la sémantique qui la soutient, dans les organisations censées lutter pour le droit d'avoir des droits. Prenons ainsi l'exemple de Lutte Ouvrière en France parmi tant d'autres discours portés à gauche. La citation suivante se retrouve à plusieurs endroits de leurs déclarations de campagne "nous nous opposons aussi aux pressions pour le port du voile et aidons, dans la mesure de nos moyens, les femmes qui veulent rejeter ce symbole de soumission<sup>16</sup>": leur vision de l'islam et des femmes voilées est tronquée suivant une perception ethnocentrée, sans parler des déclarations faites dans le contexte Decathlon-hijab de running qui parlent de la nécessité de "libérer les femmes d'une odieuse contrainte barbare"<sup>17</sup>.

Pour les communautés racisées, l'urgence est ailleurs, à la recherche d'un emploi digne et d'un logement salubre ; et surtout les revendications de justice climatique ne prennent pas la mesure de l'urgence migratoire ni de l'urgence sociale d'un agenda sans cesse différé.

Ceci démontre également, il faut le rappeler, que le communautarisme, en plus d'être une accusation, est une injonction lorsqu'il s'agit d'"inviter" certaines communautés à se désolidariser ou justifier le pourquoi et le comment du moindre de ses actes.

Le *backlash* des politiques d'é-immigration dans l'urgence écologique et sociale se situe également dans les discours populistes d'extrême-droite<sup>18</sup> ou la non-évocation du problème par les partis progressistes qui participent à la division du monde au travers de la manière dont certaines luttes valent mieux d'être menées que d'autres.

On en oublierait que la justice climatique ne se borne pas à lutter pour réduire la température globale de 2 degrés ou à théoriser la réduction de l'émission des gaz à effets de serre.

En effet, comme nous le rappelle A. Malm : "ce ne sont pas les pauvres qui polluent, ce ne sont pas eux qui ont choisi le pétrole et le charbon comme carburants de notre civilisation. C'est comme outil optimal de colonisation et de maîtrise des travailleurs que l'exploitation de l'énergie fossile s'est imposée"<sup>19</sup>.



**Eva Maria Jimenez**  
Membre du collectif Kahina

## Une justice à 3 dimensions

Enfin, à l'heure de l'urgence écologique et sociale, les luttes pour la justice climatique et sociale à l'aune du défi migratoire doivent s'inscrire dans l'interrogation de nos solidarités à l'intersection des multiples oppressions que vivent d'abord les populations les plus précarisées. Parce que ni la solidarité ni le principe de convergence des luttes ne peuvent être imaginés dans une perspective à sens unique.

Or, les récentes marches climatiques ont soulevé des critiques à l'égard de certaines communautés qui ne seraient pas suffisamment représentées lors des manifestations.

- 
- 10 - <https://www.france24.com/fr/20191029-senat-vote-interdiction-port-voile-sorties-scolaires-education-france-laicite>
  - 11 - <https://www.nouvelobs.com/editos-et-chroniques/20191030-OBS20466/la-france-catholique-ou-le-reveil-de-la-vieille-intolerance.html>
  - 12 - Marwan Mohammed et Julien Talpin, *Communautarismes, la Vie des Idées*, puf, Paris, septembre 2018.
  - 13 - Valérie Sala Pala, *Discriminations ethniques. Les politiques du logement social en France et au Royaume-Uni*, Rennes, PU de Rennes, 2012
  - 14 - Ngugi Wa Thiong'o dans son ouvrage *Decolonising the mind*, 1986
  - 15 - Grosfoguel, Ramón. "Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos", *Mouvements*, vol. 72, no. 4, 2012, pp. 42-53.
  - 16 - Nathalie ARTHAUD dans plusieurs articles et campagnes de Lutte Ouvrière <https://lesglorieuses.fr/lesfemmes-ont-le-pouvoir/nathalie-arthaud2017/>
  - 17 - Voir la déclaration mise en avant sur Facebook [https://m.facebook.com/story.php?story\\_fbid=2140381849361563&id=308951415837958](https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=2140381849361563&id=308951415837958) qui mène vers leur Portail <https://www.lutte-ouvriere.org/breves/algerie-le-voile-est-une-prison-pour-les-femmes-117438.html>
  - 18 - Le populisme d'extrême-droite catalyse des discours qui favorisent la transition de politiques de classe vers des politiques chargées de valeurs et de symboliques, de politiques idéologiques à des politiques identitaires, des clivages socio-économiques à des clivages culturels (Irina Krasteva 2017 *Re/De/Constructing the Far-Right Youth : between the lost generation and the contestatory citizenship*,21)
  - 19 - [https://www.scienceshumaines.com/l-anthropocene-contre-l-histoire\\_fr\\_38450.html](https://www.scienceshumaines.com/l-anthropocene-contre-l-histoire_fr_38450.html)

# La non-mixité, un outil précieux pour les mouvements féministes

**La non-mixité est un outil largement mobilisé dans les mouvements militants. Cette pratique consiste à se rassembler entre personnes appartenant à un même groupe social opprimé pour partager des expériences et/ou s'organiser : par exemple entre femmes dans le cadre des luttes féministes ou entre personnes racisé.e.s dans le cadre des luttes antiracistes. Bien que de plus en plus répandu dans ces milieux, cet outil reste souvent incompris et est fréquemment remis en question en leur sein même et dans la société en général. On se rappelle la tentative d'interdiction du festival afroféministe Nyansapo à Paris en 2017, accusé de racisme en raison de l'exclusion des personnes blanches de certains espaces. A Bruxelles aussi, des précédentes manifestations non-mixtes du 8 mars avaient suscité des incompréhensions et de violentes attaques sur les réseaux sociaux.**

**A**u final, la non-mixité ne reviendrait-elle pas à renforcer la ségrégation entre les individus et ainsi à produire du sexisme/racisme inversé? Elle permet au contraire de renforcer les luttes en permettant à chacun.e d'y obtenir la place qu'elle/il mérite. A travers l'exemple de la non-mixité au sein des luttes féministes, ce texte revient sur les fondements de cette pratique pour mieux en comprendre la pertinence.

## Mixité ne signifie pas égalité

Aujourd'hui, la mixité formelle domine dans la plupart des lieux de socialisation (écoles, entreprises, espaces publics, etc.): les hommes et les femmes sont autorisés à y participer. Cette mixité est désormais associée à un certain progressisme, en opposition aux ségrégations anciennes des femmes et hommes qui reposaient souvent sur des arguments essentialistes impliquant la supposée infériorité des femmes. Ces pratiques de séparation sont aujourd'hui associées à des valeurs conservatrices dépassées.

Il faut toutefois nuancer cette image de progrès de deux façons. D'abord, mixité formelle ne signifie pas mixité concrète. Aujourd'hui, plus rien

n'interdit l'accès des femmes aux lieux de pouvoir, pourtant, force est de constater que leur présence y est largement minoritaire. Les assemblées, conseils d'entreprise, médias restent majoritairement des clubs d'hommes. Par de nombreux mécanismes, les femmes restent invisibles dans de nombreux domaines. Deuxièmement, mixité ne signifie pas égalité: il ne suffit pas de faire se côtoyer les femmes et les hommes pour que miraculeusement, l'égalité se développe entre eux. Par exemple, la famille, institution mixte par excellence, est un lieu central de la reproduction des inégalités de genre, notamment par la part inégale du travail domestique qui repose sur les femmes et les violences domestiques dont elles y sont victimes. Aussi, l'école, aujourd'hui mixte, contribue de façon importante à la reproduction des inégalités de genre, en continuant à socialiser les filles et les garçons différemment.

Les organisations politiques n'échappent pas à ces écueils. Les groupes minorisés voient souvent leurs préoccupations évincées au profit de l'agenda des dominants; leur parole est plus difficile à prendre et à faire entendre; ils/elles sont souvent cantonnés aux tâches logistiques et ingrates. Les espaces militants sont aussi le lieu de violences, notamment sexuelles.

Partant de ces constats, de nombreux groupes ont questionné cette mixité largement insatisfaisante et ont réinvesti la non-mixité, non pas sur des bases réactionnaires mais pour favoriser la construction de mouvements autonomes et "empowerant" pour les concerné.e.s. Développée d'abord dans les années 60' par les militant.e.s noir.e.s du mouvement des droits civiques contre une ségrégation imposée et subie socialement, la non-mixité est reprise dans les années 70' par les mouvements féministes matérialistes. Elle devient un instrument central du féminisme de la deuxième vague. Depuis, cet outil continue à être mobilisé dans des espaces très différents tels que des organisations (comme le Collectif 8maars), des actions (comme les manifestations "reclaim the street"), des structures mixtes via leurs commissions féministes ou encore dans des groupes de parole.

## La non-mixité comme outil d'auto-émancipation

Pourquoi cette centralité de la non-mixité dans les mouvements féministes de la deuxième vague et son maintien jusque dans les mouvements féministes actuels? Les différents éléments présentés ci-dessous donnent quelques pistes d'explication.



WOMEN ONLY

MEN NOT ALLOWED  
BEYOND THIS POINT

← PUBLIC TOILETS 200M

La non-mixité a d'abord été pensée comme un outil pour créer un mouvement autonome des femmes. Christine Delphy, féministe française et militante du Mouvement de libération des femmes (MLF) dans les années 70', explique ainsi : "La pratique de la non-mixité est tout simplement la conséquence de la théorie de l'autoémancipation. L'autoémancipation, c'est la lutte par les opprimés pour les opprimés." S'organiser entre femmes uniquement permet de définir l'agenda et les moyens de lutte de façon autonome, sans devoir convaincre les hommes de la pertinence de ces combats. Par l'absence des hommes, la non-mixité libère en effet la parole : elle garantit un espace où peuvent s'exprimer les vécus, les récits et les réflexions politiques des femmes sans être remis en question par des dominants. En mixité, de nombreux mécanismes compliquent ces discours : en raison de leur socialisation, les femmes ont bien plus difficile à se sentir légitimes dans le domaine politique et d'intervenir en réunion ; elles craignent parfois de heurter les hommes présents autour de la table par des propos trop radicaux ; enfin les expériences de violences, notamment sexuelles, sont plus faciles à partager entre femmes. La non-mixité permet ainsi des moments de parole fondamentaux dans la création d'une conscience de classe et de sororité<sup>1</sup> : c'est souvent là qu'on expérimente ce qui nous rassemble. A. Koechlin explique ainsi que cet instrument "rend possible l'élaboration de théories politiques à partir de l'expérience commune de l'oppression (...). On ne va plus de la théorie vers le réel ; on part de l'expérience concrète de l'oppression pour produire ensuite une élaboration théorique de cette

oppression : c'est un renversement du rapport entre théorie et expérience."

Plus pragmatiquement, la non-mixité fait également tomber la division traditionnelle des tâches au sein des organisations militantes. Quand les hommes ne sont plus là, c'est aux femmes que revient l'intégralité des tâches stratégiques : modérer les discussions en réunions, rédiger les communiqués de presse, prendre la parole devant les médias, etc. Les femmes prennent de cette façon davantage de responsabilités, développent et renforcent de nouvelles compétences et gagnent en confiance, acquérant ainsi une réelle formation politique, de façon autonome, sans l'aide des hommes et sans en être dépendantes.

### La non-mixité pour renforcer les structures mixtes

La non-mixité pratiquée au sein d'organisations mixtes (par des réunions régulières des femmes du groupe par exemple) peut également être conçue comme une stratégie de renforcement de ces structures, en questionnant les relations de pouvoir à l'interne. Cette pratique forme des militantes mieux outillées pour participer pleinement aux structures mixtes et permet l'élaboration de réflexions féministes qui n'émergeraient pas en contexte mixte et qui enrichissent les analyses, revendications et modes d'action du collectif. De plus, face à des pratiques patriarcales et en particulier des cas de violences, les femmes disposent d'organes pour se soutenir entre elles et résister, contribuant ainsi à la construction d'une organisation mixte plus égali-

taire et plus démocratique. C. Delphy déclarait ainsi : "la non-mixité politique, doit demeurer la pratique de base de toute lutte ; et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte – car il y en a et il faut qu'il y en ait – ne seront pas susceptibles de dérapier vers une reconduction douce de la domination."

### Conclusion

La non-mixité ne doit donc pas être comprise comme une fin en soi : l'objectif n'est pas de construire un monde où les femmes et les hommes vivraient de façon séparée. Il s'agit plutôt d'un outil au service de la lutte pour une société égalitaire, où les relations entre les femmes et les hommes ne seraient pas déterminées par des rapports de pouvoir et d'exploitation. En permettant la libération de la parole, la création d'une conscience collective, la formation politique et le renforcement des structures mixtes, la non-mixité est un outil précieux pour l'auto-émancipation des opprimé.e.s. C'est pourquoi elle reste mobilisée par de nombreux collectifs et ce, depuis les années 60'. Continuons à cultiver cette tradition afin de construire des mouvements réellement égalitaires, ancrés dans les réalités de tou.te.s les opprimé.e.s et où chacun.e occupe la place qu'elle/il mérite.

### Références :

- Aurore Koechlin. *La révolution féministe*. Editions Amsterdam. 2019.
- Christine Delphy. La non-mixité : une nécessité politique. Domination, ségrégation et auto-émancipation. *Les mots sont importants*. 24/11/2017. En ligne : <http://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>



Charlotte Casier

Membre du collectif 8 mars

1 - Le terme sororité exprime l'idée de solidarité entre femmes.

# Actualité



Populisme**S**,  
peur**S** et rejet**S**

**Mot-valise par excellence, le terme “populisme” semble recouvrir des réalités politiques extrêmement différentes et échapper à toute tentative de définition stricte. Via les exemples indien et américain nous nous pencherons ici sur le populisme de droite globalisé actuel, qui s’appuie (et encourage) des dynamiques identitaires, et donc des peurs et des haines racistes, xénophobes etc.**

**L**es Etats-Unis avec Donald Trump, la Pologne avec Jaroslaw Kaczynski, l’Italie avec Matteo Salvini, mais aussi le Brésil avec Bolsonaro, l’Inde avec Narendra Modi, les Philippines avec Rodrigo Duterte, etc... Si les différences de programme sont nombreuses, le message général des dernières élections dans ces pays est clair : le populisme est maintenant plus qu’un groupe de pression marginalisé.

**Mot-valise** par excellence, le terme “populisme” semble recouvrir des réalités politiques extrêmement différentes et échapper à toute tentative de définition stricte. Cependant, les chercheurs se s’accordent généralement sur le fait que c’est :

- un *style* politique,
- basé sur une rhétorique de défense des intérêts d’un *peuple mythifié* (peuple défini sur une base ethno-identitaire à droite, sur une base socio-économique à gauche), face à des élites/un système ennemi et moralement failli,
- incarné par un *homme providentiel*, à la fois idéalisé et considéré comme extrêmement proche de ceux qu’il défend.<sup>1</sup>

A partir de cette base commune, on peut donc distinguer des formes de populisme “de droite” ou “de gauche”.

En Amérique Latine, à l’exception notable du Brésil de Bolsonaro, les populismes sont plutôt “de gauche”, et se caractérisent principalement par un projet centré autour du rejet d’un impérialisme étranger et basé sur des possibilités économiques de redistribution des richesses, comme par exemple avec Hugo Chávez au Venezuela<sup>2</sup>.

Quant au populisme de droite, qui nous intéresse ici, il est caractérisé par le fait qu’il s’appuie sur des crises. D’abord sur la crise de la démocratie représentative et sur la crise économique (en simplifiant, car on pourrait aussi parler de “crise du paradigme économique”, ou “des suites de la crise économique, etc.”). Celles-ci nourrissent principalement le ressentiment envers ce que les politiciens populistes nomment “l’establishment”, une notion péjorative désignant un petit groupe de personnes contrôlant ensemble une grande partie de la société, une sorte de caste oligarchique<sup>3</sup>.

Mais ce qui forme sans doute l’identité des populismes de droite est qu’ils s’appuient - et encouragent également - sur ce qui est souvent appelé “crise culturelle/identitaire”. En effet, le succès du populisme dans des pays<sup>4</sup> ou auprès d’un public pour qui la situation économique

est relativement bonne souligne l’importance **d’enjeux autres que socio-économiques** dans cette dynamique. En y regardant de plus près, on retrouve derrière les succès du populisme de droite ce que l’on appelle **“la peur du déclassement”**<sup>5</sup>; la crainte pour un groupe d’être dans le futur dans une situation plus difficile qu’avant, ou que cette situation devienne *relativement* moins bien considérée. Cette peur du déclassement est liée à une inquiétude face aux changements dans la structure de la société, comme les dynamiques de migration, de féminisation du marché de l’emploi, etc.

le succès du populisme auprès d’un public pour qui la situation économique est relativement bonne souligne l’importance d’enjeux autres que socio-économiques dans cette dynamique.

1 - Chatin M-F. (2/11/2019). “Populismes: impact sur les équilibres géopolitiques” [podcast], Géopolitique, le débat, RFI, consulté sur <http://www.rfi.fr/emission/20191102-populismes-impact-equilibres-geopolitiques-enjeu-mondial>

2 - Posado T. in Chatin M-F. (2/11/2019). “Populismes: impact sur les équilibres géopolitiques” [podcast], Géopolitique, le débat, RFI, consulté sur <http://www.rfi.fr/emission/20191102-populismes-impact-equilibres-geopolitiques-enjeu-mondial>

3 - Ce qui n’empêche pas que l’homme providentiel porté par le mouvement populiste provienne et/ou soit soutenu par des milieux d’affaires (comme pour Mrs Modi et Trump), voire même par l’armée (comme pour Mr Duterte), l’important étant que ses électeurs se sentent proche de lui et compris par lui, ce qui passe en grande partie par une façon de parler qui casse les codes politiques habituels.

4 - Comme la Pologne, le Danemark ou la Suisse par exemple.

5 - Voir par exemple Fassin, É. (2017). *Populisme: le grand ressentiment*. Éditions Textuel.

Par exemple, le succès de Jair Bolsonaro au Brésil peut s'expliquer en partie comme une réaction des classes moyennes supérieures et des milieux d'affaires aux politiques "en faveur des pauvres, des paysans sans terre"<sup>6,7</sup>, qui ont eu cours sous les gouvernements de gauche (sous Lula, principalement).<sup>8</sup>

Dit autrement, cela signifie que le populisme de droite répond à et entretient **une peur de perdre un statut**, relatif ou réel, **suite à des changements sociétaux**. On pourrait donc même dire qu'il y a perception des enjeux (politiques, économiques, etc) au travers d'un filtre identitaire. Cette peur sur laquelle ils s'appuient va donc souvent de pair avec un discours nostalgique, référant à une époque présentée comme plus simple et plus juste (si vous avez l'image mentale d'une certaine casquette rouge avec un certain slogan, c'est voulu), et donc rejetant des "réalités nouvelles" telles que la globalisation<sup>9</sup>, qui menacerait une certaine identité.

Prenons l'exemple de l'élection de Donald Trump, fin 2016. Avant son élection (et parfois encore aujourd'hui), la narrative majoritaire expliquait l'ascension de Trump par le mépris porté à la classe ouvrière américaine, qui le soutenait pour son discours *anti-establishment* et malgré son absence d'idéologie.

Or, si son discours anti-establishment et son attitude irrévérencieuse ont sans aucun doute énormément porté le succès de Trump, Ta Nehisi Coates (parmi d'autres) démontre avec brio dans son excellent article "The first white president"<sup>10</sup> que c'est surtout l'idéologie du suprémacisme blanc qui lui a gagné ses électrices-eurs<sup>11</sup>. L'électorat de Trump en 2016 était une large coalition de blancs-he-s, traversant les tranches économiques, d'âge, et genres : on n'a sans doute d'ailleurs pas assez souligné que les femmes blanches ont à peine été moins nombreuses que les hommes blancs à voter pour Trump<sup>12</sup>. Le revenu médian de cet électorat était également presque deux fois plus élevé que le revenu médian des personnes noires aux Etats-Unis, et plus élevé que le revenu américain moyen. De plus, si les études préélectorales ont montré que les personnes vivant dans des zones économiquement défavorisées étaient plus enclines à voter Trump, elles ont également montré que la ségrégation raciale du quartier était un facteur encore plus important.

Bref, la rhétorique de Trump (a) fait particulièrement écho aux inquiétudes des blancs-he-s face à ce qu'ils considèrent comme une concurrence déloyale des personnes racisées et des étranger-e-s (et des femmes dans une moindre mesure), dans la course à "l'américain".

Cette dynamique identitaire au cœur des populismes de droite suppose donc de définir les limites, les exclus-e-s d'une identité : **pour définir un "nous", il faut définir un "eux"**. Les populismes de droite sont donc in fine basés sur un rejet de l'autre, sur des peurs et des haines. Cette caractéristique est d'autant plus nocive que stratégiquement, les populismes gagnent en grande partie leur électorat en  **saturant l'espace public de ce thème**.

La campagne des dernières élections en Inde en est un excellent exemple. Gagnée avec éclat par le Narendra Modi et le BJP- malgré un bilan économique qualifié au mieux d'en demi-teinte - elle a été la plus chère jamais vue au monde, avec 7 milliards de dollars dépensés<sup>13</sup>. Campagnes d'affichage, présence massive sur les réseaux sociaux, hologrammes, films<sup>14</sup> et fake news<sup>15</sup>... rien n'était de trop pour diffuser le message national hindouiste de Modi. Un message empreint "de références religieuses, inspirées du mouvement RSS, une milice extrémiste dont l'objectif est d'imposer une vision orthodoxe, unique, de l'hindouisme"<sup>16</sup>. Dans cette campagne en particulier, mais dans ses discours et politiques en général, on peut donc souligner que le BJP joue "un grand rôle dans ce processus de construction d'un ennemi, en ciblant les minorités religieuses, en particulier les musulmans et les chrétiens, mais aussi, plus largement, toute voix contestataire"<sup>17</sup>.

Si le cas de l'Inde est donc un exemple particulièrement frappant de la prégnance dans le discours populiste de droite de la question identitaire, il permet aussi d'en souligner une des dernières caractéristiques ; son caractère **globalisé**.

En effet, Narendra Modi a défrayé la chronique il y a quelques semaines en invitant une vingtaine de députés européens à venir visiter le Cachemire indien. Et pour cause : cette région à majorité musulmane

pour définir un "nous",  
il faut définir un "eux".

Les populismes de  
droite sont donc in fine  
basés sur un rejet de  
l'autre, sur des peurs  
et des haines.

Car les politiciens populistes ne sont pas des “monstres” qui entraînent soudainement la société dans la haine, mais un résultat particulièrement visible des dynamiques racistes, classistes, xénophobes, etc. qui imprègnent nos sociétés.

est “sous contrôle militaire depuis la révocation de son autonomie en août” 2019, inaccessible aux députés indiens eux-mêmes sans autorisation<sup>18</sup>, et encore moins aux journalistes<sup>19</sup>. Or, les députés invités par Modi sont tous issus de partis d'extrême-droite européens.

Une initiative sans doute moins discrète que les cours de Steve Bannon<sup>20</sup> aux leaders d'extrême-droite européens<sup>21</sup>, mais tout aussi révélatrice du fait que les dirigeants populistes de droite du monde cherchent actuellement “à définir et amplifier ensemble une “lutte idéologique entre nationalistes et globalistes”<sup>22</sup>” (ce qui est d'ailleurs assez paradoxal).

Face à cette “internationale brune”<sup>23</sup>, il est donc nécessaire de se saisir “des mécanismes de formation, de maintien et de transformation des groupes, des frontières et des sentiments d'appartenance”<sup>24</sup> qui la sous-tendent. Car les politiciens populistes ne sont pas des “monstres” qui entraînent soudainement la société dans la haine, mais un résultat particulièrement visible des dynamiques racistes, classistes, xénophobes, etc. qui imprègnent nos sociétés.



**Yannicke de Stexhe**  
Doctorante

- 6 - Charlier C. (30/10/2018). “*Bolsonaro, populiste ou néo-fasciste?*”, L'express, consulté sur [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/bolsonaro-populiste-ou-neo-fasciste\\_2045141.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/bolsonaro-populiste-ou-neo-fasciste_2045141.html)
- 7 - Idem.
- 8 - Posado T. in Chatin M-F. (2/11/2019). “*Populismes: impact sur les équilibres géopolitiques*” [podcast], Géopolitique, le débat, RFI, consulté sur <http://www.rfi.fr/emission/20191102-populismes-impact-equilibres-geopolitiques-enjeu-mondial>
- 9 - Erner G. (15/10/2019). “*Hongrie, Pologne, Autriche... Populisme: poussée de fièvre ou tendance lourde ?*” [podcast], L'invité(e) des matins, France Culture, consulté sur <https://www.franceculture.fr/emissions/linvite-des-matins/hongrie-pologne-autriche-populisme-poussee-de-fievre-ou-tendance-lourde>
- 10 - Coates, T-N. (2017). “*The First White President. The foundation of Donald Trump's presidency is the negation of Barack Obama's legacy*”, The Atlantic,
- 11 - Voir par exemple : <https://edition.cnn.com/election/2016/results/exit-polls>
- 12 - Voir à ce sujet entre autres l'excellent livre “*Strangers in their own land*”.
- 13 - Chatin M-F. (2/11/2019). “*Populismes: impact sur les équilibres géopolitiques*” [podcast], Géopolitique, le débat, RFI, consulté sur <http://www.rfi.fr/emission/20191102-populismes-impact-equilibres-geopolitiques-enjeu-mondial>
- 14 - Delacroix G. (14/03/2019). “*Cinéma.Des films à la gloire de Modi à un mois des élections en Inde*”, Courrier International, disponible sur <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/cinema-des-films-la-gloire-de-modi-un-mois-des-elections-en-inde>
- 15 - Bouissou J. (20/08/2017). “*Narendra Modi, nationaliste hindou et maître des trolls*”, Le Monde, disponible sur [https://www.lemonde.fr/festival/article/2017/08/20/narendra-modi-nationaliste-hindou-et-maitre-des-trolls\\_5174442\\_4415198.html](https://www.lemonde.fr/festival/article/2017/08/20/narendra-modi-nationaliste-hindou-et-maitre-des-trolls_5174442_4415198.html)
- 16 - Schlegel T. (06/08/2017). “*L'Inde face au nationalisme, les libertés menacées*” [podcast], Le magazine de la rédaction, France Culture, consulté sur <https://www.franceculture.fr/emissions/le-magazine-de-la-redaction/linde-face-au-nationalisme-les-libertes-menacees-0>
- 17 - Brogat A. (25/03/2019). “*Élections en Inde: Les partis politiques appellent à la haine, au rejet, à la peur*”, Le Figaro, disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/2019/03/25/01003-20190325ARTFIG00035-elections-en-inde-les-partis-politiques-appellent-a-la-haine-au-rejet-a-la-peur.php>
- 18 - Delacroix G. (30/10/2019). “*Inde. Cinq élus RN visitent en grande pompe le Cachemire coupé du monde*”, Courrier International, disponible sur <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/inde-cinq-elus-rn-visitent-en-grande-pompe-le-cachemire-coupe-du-monde>
- 19 - Landrin F. (30/10/2019). “*En Inde, la visite d'eurodéputés d'extrême droite au Cachemire suscite un scandale*”, Le Monde, disponible sur [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/30/la-visite-d-eurodeputes-d-extreme-droite-au-cachemire-suscite-un-scandale-en-inde\\_6017384\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/30/la-visite-d-eurodeputes-d-extreme-droite-au-cachemire-suscite-un-scandale-en-inde_6017384_3210.html)
- 20 - Ancien patron du site américain d'extrême droite Breitbart et ex-stratège de Donald Trump.
- 21 - Rédaction. (29/09/2018). “*Comment Steve Bannon veut conquérir l'Europe*”, France Inter, disponible sur <https://www.franceinter.fr/monde/comment-steve-bannon-veut-conquerir-l-europe>
- 22 - Nougayrède J. (06/06/2018). “*Steve Bannon is on a far-right mission to radicalise Europe*”, The Guardian, disponible sur <https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/jun/06/steve-bannon-far-right-radicalise-europe-trump>
- 23 - Chatin M-F. (2/11/2019). “*Populismes: impact sur les équilibres géopolitiques*” [podcast], Géopolitique, le débat, RFI, consulté sur <http://www.rfi.fr/emission/20191102-populismes-impact-equilibres-geopolitiques-enjeu-mondial>
- 24 - Lamine A-S. (2005). “*L'ethnicité comme question sociologique*”. Archives de sciences sociales des religions, (131-132). 189-197.

# Contribuez à une société plus juste et plus égalitaire

L'ASBL BePax est heureuse de vous proposer gratuitement la revue Signes des Temps, dont le coût d'impression et d'envoi revient à 1,50 € par exemplaire.

Si vous souhaitez soutenir notre travail de publication, n'hésitez pas à **faire un don sur le compte BE28 7995 5017 6120**. Quel qu'en soit le montant, votre soutien est précieux! (Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle).

**BePax est également apte à recevoir des legs.** Pour plus d'informations, contactez votre notaire ou contactez-nous au +32 (0)2 896 95 00 ou via [info@bepax.org](mailto:info@bepax.org).

## NOUVELLE ÉTUDE **BEPAX**

C'est quoi être blanc·he, ici et aujourd'hui ? C'est une question que nous ne nous sommes généralement jamais posée. Ce nous, ce sont les personnes blanches progressistes, celles et ceux qui travaillent dans des secteurs financés en lien avec l'interculturalité. Sur base d'entretiens individuels et de formations réalisés ces deux dernières années, nous avons questionné

les perceptions de ce groupe social concernant le racisme et la blancheur.

Étude à commander en ligne sur notre site web : [bepax.org](http://bepax.org)



## Consultez nos autres **dossiers thématiques**:

### Signes des Temps

Plaidoyer et Antiracisme  
**Comment obtenir de meilleures politiques publiques ?**

OCT. - NOV. 2019

### Signes des Temps

Islamophobie:  
**Mettre fin aux discriminations**

JUIL. - AOÛT 2019

### Signes des Temps

Égisme et diversité:  
**entre désir d'universalisme et pluralité effective**

AVRIL - MAI 2019

Surfez sur [www.bepax.org](http://www.bepax.org)  
et suivez-nous sur

